

Mobilisation du secteur de la santé

Pour une prise en charge de qualité et le respect de la santé du personnel

Une rentabilité financière qui pilote le système de santé

Le système de santé est largement considéré comme un marché économique comme un autre. On y préconise la rentabilité, la concurrence, la performance, autant de concepts appliqués dans l'économie privée et libérale, mais qui font fi de la raison d'être des services de santé, à savoir le bien-être de la population. La notion de service public tend à disparaître dans les discours politiques, comme dans les modes de gouvernance des institutions de santé, remplacée par celles de flexibilité, de polyvalence, d'économicité, de traçabilité. Chaque geste technique est tarifé, noté, documenté. Mais qu'en est-il du temps passé auprès d'une personne âgée pour l'aider et l'encourager à s'alimenter ? Qu'en est-il de la disponibilité et de l'écoute offerte à un malade dans la peine ? Qu'en est-il du moment de jeux partagé avec un enfant hospitalisé et qui s'ennuie ? Bien qu'indispensables au processus de guérison et au bien-être des patients, ces moments ne sont pas monnayables, tarifables et donc pas souhaitables d'un point de vue économique.

L'introduction de la tarification hospitalière SwissDRG en 2012 a accentué la pression économique sur les prestataires de soins. Ce mode de financement régleme le remboursement de toutes les prestations hospitalières sur la base de montants forfaitaires par cas (auparavant, il était basé sur des indemnités journalières). Chaque type d'intervention est codifié : actes à réaliser, temps d'hospitalisation, etc. Seul le temps passé auprès du patient n'est pas pris en compte... Si quelque chose ne fonctionne pas comme prévu, c'est l'hôpital qui en assume les conséquences financières. D'où le développement d'une concurrence malsaine qui permet aux cliniques privées de cibler les cas intéressants, alors que l'hôpital public, soumis à un devoir de service public, prend en charge la totalité des patients, y compris ceux avec multimorbidité.

Ce système de financement met une pression énorme sur les hôpitaux publics. Quand on sait que les coûts en personnel représentent à peu de chose près les 2/3 des frais de fonctionnement, on se rend immédiatement compte que celles et ceux qui paient le prix fort de cette pression sont les personnels de santé au sens large, c'est-à-dire les personnels soignant, médicotechnique, de l'intendance, la restauration, la logistique.

Cette situation suscite l'incompréhension des personnels de santé, et ce d'autant plus à l'heure où investissements immobiliers sont colossaux en regard des moyens financiers chroniquement indisponibles pour permettre un minimum de qualité de vie au travail. A noter au passage que ces projets d'agrandissement valaisans (à Sion et Brigue) ne comprennent pas de structures d'accueil de la petite enfance destinées aux personnels de l'hôpital, dont les horaires atypiques compliquent la prise en charge des enfants. Pour une

entreprise qui emploie plus de 5000 personnes, dont une très grande majorité de femmes, un effort à cet égard serait plus que le bienvenu.

Des conditions de travail qui se péjorent

Depuis passablement d'années, les salariés ainsi que les organisations syndicales tirent la sonnette d'alarme du fait de dotations en personnel jugées insuffisantes. Les manques chroniques de financement ont pour conséquence directe de néfastes effets sur la santé du personnel. Car oui, c'est bien sur le personnel de santé que se répercutent les effets de cette situation : non remplacement du personnel absent, introduction de nouveaux systèmes horaires, changements dernière minute de la planification du travail, horaires irréguliers sont autant de facteurs de stress qui épuisent, qui dégoûtent. L'équilibre vie privée/familiale et vie professionnelle est fortement fragilisé, sans compter encore des solutions de gardes inadéquates pour les personnels avec charges d'enfants. Il convient dès aujourd'hui, de considérer et respecter le personnel et de mettre en œuvre des mesures correctives concrètes.

Et les indicateurs pour la suite nous imposent d'agir !

Le tiers du personnel soignant de moins de 35 ans ne travaille pas ou plus dans la santé, cette proportion passe à 55% pour les plus de 50 ans¹. Ce sont 2400 infirmières et infirmiers qui, chaque année, quittent la profession². Le ratio formation/carrière professionnelle laisse le goût amer d'un véritable gâchis, surtout humain ! Depuis des années, la Suisse forme moins de la moitié de la demande annuelle en personnel infirmier, et ce parallèlement à une augmentation de l'espérance de vie et de la proportion évolutive des personnes atteintes de maladies chroniques. A l'heure où nous notons les besoins helvétiques estimés à 65'000 soignants à l'horizon 2030, quelques réflexions de base s'imposent ! Plutôt que plancher sur de nouvelles modélisations du temps de travail en pressant le personnel comme des citrons, commençons par prendre conscience que l'élément fondamental a pour le moins été oublié. Il s'agit de remettre l'humain au centre du débat ! Il faut permettre aux personnels de santé d'accéder à une véritable qualité de vie professionnelle, leur fournir les moyens d'effectuer leur travail dans les règles de l'art. Peut-être alors... commencerons-nous à stopper cette érosion des personnels de santé...

Crise COVID : mise sous pression du système

Le personnel a travaillé dans des situations particulièrement pénibles et dangereuses en raison du manque de matériel de protection durant les premières semaines. Au moment d'une recrudescence des cas testés positifs, les institutions sanitaires ont pleine conscience d'un personnel encore épuisé par la première vague. La situation COVID est un révélateur supplémentaire des problèmes préexistants, d'un secteur sanitaire à la dérive qui frise l'implosion. La population valaisanne, en tant que bailleur de fonds, doit être informée de ce système dysfonctionnel dans toute la Suisse et prendre conscience des conséquences humaines sur le personnel et la qualité des soins.

Entre applaudissements et dédain

Le manque de reconnaissance à l'endroit des personnels de santé, et, par analogie, des besoins des institutions sanitaires publiques n'est plus acceptable. Applaudissements d'un côté, absence de reconnaissance politique de l'autre (contrairement à d'autres pays et au canton de Fribourg), nos héros ont, rappelons-le, fait face à un virus aux conséquences inconnues. A l'aube d'importants défis pour lutter contre ce virus, l'une des clés

¹ OBSAN, 8/2016, p. 6

² Luigi Jorio, Sibilla Bondolfi, 12 mai 2020. *Infirmières en Suisse, héroïnes stressées et sous-payées*, SwissInfo.ch (https://www.swissinfo.ch/fre/enqu%C3%A4te_infirmi%C3%A8res-en-suisse--h%C3%A9ro%C3%AFnes-stress%C3%A9es-et-sous-pay%C3%A9es/45736056)

essentielles de la réussite réside dans le maintien de la confiance en l'avenir de ces mêmes personnels. Mais ici, en guise de reconnaissance, annonce de restrictions budgétaires et instauration de la quarantaine sociale au menu !

Le constat

En résumé, on peut dire malheureusement qu'aujourd'hui :

- La santé est considérée comme un marché comme les autres
- La logique mercantile et capitaliste domine
- La notion de service public tend à disparaître
- Face à des conditions de travail difficiles, ainsi qu'à l'absence de reconnaissance sociale et financière, les professionnel-le-s de la santé sont confrontés à une perte de sens et de confiance en l'avenir

Nos revendications en faveur des personnels de santé

Au-delà d'une **une réelle revalorisation salariale** pour le travail exigeant, les horaires irréguliers, 7 jours sur 7, parfois la nuit et les week-ends du personnel de santé, et en solidarité avec l'ensemble des personnels du secteur sanitaire de toute la Suisse nous demandons :

- Une véritable prise de conscience politique, également au niveau cantonal, quant à la nécessité de **financements supplémentaires des secteurs paraétatiques**. Permettez aux personnels de santé de remplir leurs missions sans les presser comme des citrons !
- La conciliation entre travail et vie de famille, par de **véritables solutions de garde adaptées** à la réalité des métiers de la santé.
- Une **dotation des effectifs** et un ratio personnel/patients **en adéquation avec la réalité des besoins**.
- Un **STOP à l'introduction de nouveaux systèmes horaires** qui exigent toujours plus de flexibilité pour pallier le manque de personnel.
- Une **reconnaissance de la pénibilité du travail et des risques encourus**, et à probablement encore à prendre durant ces semaines de pandémie (prime covid)
- La création de **conventions collectives de travail en faveur du personnel des EMS et CMS** du canton du Valais.

Actions de mobilisation du 26 au 31 octobre

- | | |
|-------------------------|---|
| Toute la semaine | En signe de solidarité et de mobilisation, les personnels de santé porteront un badge durant toute la semaine afin de marquer leur demandes légitimes de changement |
| 28 octobre | Hôpital Riviera-Chablais : pause prolongée à partir de 15h, devant l'entrée principale de l'hôpital |
| 31 octobre | Manifestation à Berne, sur la Place Fédérale, à partir de 14h |



Laurent Mabillard
079 415 25 58

Barbara Pfister
076 432 40 59



Natalie D'Aoust-Ribordy
078 642 55 83



Daniela Pollinger
079 324 07 59